

Tirer vraiment les leçons de la crise sanitaire

Par Dominique Méda*



La pandémie de coronavirus est un coup de semonce. La reconversion écologique de nos sociétés est un impératif absolu. Il faut changer de modèle de développement économique, en mettant en œuvre une politique d'investissement massif dans la transition écologique et en prônant une éthique de la modération.

Dans son discours de jeudi dernier, le président de la République a indiqué qu'il «nous faudra demain tirer les leçons du moment que nous traversons, interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies» et que «les prochaines semaines et les prochains mois nécessiteront des décisions de rupture». C'est dès maintenant qu'il nous faut les tirer.

D'abord, en traduisant dans les faits la reconnaissance, pour l'instant abstraite, que le président de la République a bien voulu, enfin, accorder aux soignants. Puisqu'ils sont héroïques, marquons leur notre soutien en accédant immédiatement aux légitimes revendications qu'ils portent depuis plus d'un an et auxquelles personne, ni au gouvernement ni à la présidence, n'avait jusque-là accordé l'attention qu'elles méritent. Augmentons rapidement le nombre de lits disponibles, pour aujourd'hui et pour les années à venir. Et puisqu'il n'est nul besoin, semble-t-il, de consulter le Parlement pour prendre les décisions importantes, comme le montrent les récentes mesures de confinement, accordons immédiatement une rallonge budgétaire et une augmentation forte de l'Ondam (objectif national des dépenses d'assurance maladie) qui marquera dans les faits l'engagement de la nation pour son hôpital public.

Mais il y a bien d'autres leçons à tirer. Depuis des décennies, nos services publics sont abîmés, dégradés, brocardés. Les fonctionnaires sont moqués, traités de privilégiés. L'idéologie sous-jacente du consensus de Washington n'a cessé de répandre son venin, en faisant passer les fonctionnaires pour des promoteurs de leurs seuls intérêts et le marché pour l'unique institution capable d'allouer les ressources. Mais c'est toujours l'Etat qui vole au secours des banques, *too big to fail*. Ce sont toujours les services publics et leurs agents qui sont en première ligne lorsque les crises arrivent. Nous devons cesser de les démanteler, ce sont nos biens communs. Nous devons, nous suggère le Président, changer de modèle de développement. Mais oui ! Depuis des

décennies, des centaines de chercheurs le réclament. Nous avons montré que nous devons bifurquer radicalement, rompre avec le productivisme et le consumérisme, mettre en œuvre une double politique d'investissement massif dans la transition écologique et de sobriété, sans laquelle nous ne parviendrons pas à stopper l'emballement climatique. Nous devons adopter d'urgence d'autres indicateurs de référence : relativiser l'usage du PIB et adopter des indicateurs physico-sociaux capables de nous informer sur les patrimoines critiques et sur ce qui compte vraiment pour sauvegarder le caractère habitable de notre planète. Ce n'est plus le PIB, mais l'empreinte carbone et un indice de santé sociale ou encore les neuf limites planétaires de Rockström (1) qui doivent devenir nos boussoles, nos guides pour l'action. Ni le PIB ni la croissance ne doivent plus nous servir de référence, pas plus que la dette ou les 3 %. Ce sont des tigres de papier qui ne pèsent rien à côté de notre survie *«dans des conditions authentiquement humaines»*. Nous devons inventer et construire une société post croissance. Cette crise sanitaire est un coup de semonce. Elle met en évidence l'extrême fragilité des arrangements humains mais aussi l'ampleur de l'impréparation dans laquelle se trouvent nos sociétés. Le coronavirus n'est rien à côté des événements qui s'abattront sur nous à mesure que la crise écologique déroulera implacablement ses conséquences. Tempêtes, cyclones, assèchement, étouffement, montée des eaux, sols improductifs, pénuries alimentaires, famines, migrations climatiques et évidemment guerres et affaïssement de la démocratie. Si nous ne savons pas résister au coronavirus, comment y résisterons-nous ? Comment lutterons-nous contre les virus que le permafrost risque de libérer ? Comment ferons-nous face à des événements que nous ne sommes même pas parvenus à imaginer et à des effets de seuil qui rendront brutalement présents et irréversibles des phénomènes que nul n'imaginait ?

Comment comprendre que nos sociétés ne se préparent en rien à des événements qui pourraient advenir dans un laps de temps très court. Nous devons nous y préparer. Cela doit être notre unique priorité. Et cela doit se faire de la manière la plus organisée possible, en ayant la justice pour impératif. Nous devons dès aujourd'hui faire entrer nos sociétés dans un véritable processus de reconversion. Nous avons perdu un temps précieux. En particulier lors de ce dernier quinquennat pendant lequel nous avons dépensé une énergie folle à lutter contre des politiques radicalement inutiles au regard de la priorité écologique, voire catastrophiquement inadaptées, comme la taxe sur les carburants oublieuse du social. Toutes nos énergies devraient désormais être concentrées sur la bifurcation de nos sociétés, sur les choix extrêmement nombreux que nous allons devoir faire pour les rebâtir, sur la construction de la nouvelle éthique, des nouvelles disciplines et des nouvelles représentations du monde qu'il nous va falloir adopter.

Pour cela, nous devons en effet engager des ruptures majeures. Rupture avec un capitalisme débridé qui est à l'origine de la situation dans laquelle nous nous trouvons. Rupture avec l'impérialisme d'un type d'économie complètement déréalisée qui récompense du «prix Nobel» un économiste – William Nordhaus – pour lequel une augmentation de température de 6° C n'a pas d'importance. Rupture avec une liberté de circulation des capitaux – largement promue par la France – dont même le

FMI reconnaît la toxicité. Rupture aussi avec la désindustrialisation de notre pays et la délocalisation de nos productions vers les pays aux normes sociales et environnementales inférieures qui nous rend complètement dépendants et nous prive, bien plus que l'Europe, de notre souveraineté. La reconversion écologique de nos sociétés constitue un impératif absolu. Nous devons tous nous y atteler dès maintenant. Elle peut constituer un projet fondateur et enthousiasmant pour notre pays, pour sa jeunesse, pour tous ses membres, mais plus généralement pour l'humanité entière. Comme au sortir de la Seconde Guerre mondiale, il nous faut trouver l'énergie de la reconstruction. Une reconstruction non plus portée par l'idéologie prométhéenne de la mise en forme du monde à l'image de l'homme, mais par une éthique de la modération, de la limite, de la mesure, que l'Antiquité avait su inventer mais que nous avons oubliée.

(1) Démarche scientifique qui établit neuf seuils à ne pas dépasser sous peine de perdre la stabilité du système terrestre, et donc la possibilité d'y vivre (changement climatique, pertes de biodiversité, usage des sols, acidification des océans, déplétion de la couche d'ozone, usage de l'eau douce, etc.).

(* Normale Sup, agrégée de philosophie, Ena, Dominique Méda, est une femme de gauche peu dogmatique très impliqué aujourd'hui dans la lutte contre le réchauffement climatique nécessitant une modification de nos comportements, notamment en économie. Elle est professeure de sociologie à l'université Paris-Dauphine. Dernier ouvrage paru, coécrit avec Eric Heyer et Pascal Lokiec: *Une autre voie est possible*, Flammarion, 2018. Elle tient une chronique mensuelle au quotidien *Le Monde*.

Source : Libération 18/036/2020